

Direction des Libertés Publiques Bureau des élections et de l'administration générale

ARRETE

autorisant, à titre exceptionnel, une manifestation de poursuite sur Terre à Allineuc

Le Préfet des Côtes-d'Armor Chevalier de la Légion d'Honneur Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code du sport et notamment ses articles R 331-18 à R 331-45-1;

VU le code de la route et notamment ses articles R 411-10 à R 411-31;

VU le code de la santé publique et notamment ses articles R 1334-30 et suivants ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2215-1 et L2215-3 ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L 414-4 et R 414-19;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2016 fixant des prescriptions générales relatives à la protection de l'environnement lors de manifestations sportives (extrait ci-annexé);

VU la demande présentée à la préfecture le 06 mai 2023, par M. Loïc LE CUNFF déclarant de l'association Auto Cross Club 22, en vue d'obtenir l'autorisation d'organiser le 13 août 2023 une course poursuite sur terre sur le territoire de la commune d'Allineuc;

VU le procès-verbal de la réunion de la commission départementale de la sécurité routière section spécialisée « épreuves et compétitions sportives » du 29 juin 2023, annexé à l'arrêté;

VU la police d'assurance de la compagnie Lestienne du 10 mai 2023;

<u>ARRETE</u>

ARTICLE 1^{er}: Le président de l'association Auto Cross Club 22 est autorisé à organiser le 13 août 2023 de 8h00 à 20h00, une épreuve de course poursuite sur terre sur le territoire de la commune d'Allineuc dans les conditions fixées par le procès-verbal de la commission départementale de sécurité routière du 29 juin 2023.

ARTICLE 2: Cette épreuve devra se dérouler conformément aux dispositions du code de la route et du code du sport, aux règles techniques et de sécurité de la discipline et au règlement particulier de l'épreuve produit par l'organisateur, sous la stricte observation des dispositions prévues par la commission départementale de la sécurité routière, lors de sa réunion du 29 juin 2023. La conformité des pentes et hauteur des talus de terre est sous la responsabilité de l'organisateur technique qui devra s'assurer avant l'utilisation du circuit qu'elles répondent aux caractéristiques minimales imposées par les règles techniques et de sécurité.

<u>ARTICLE 3:</u> Le jet de tracts, de journaux, prospectus ou produits quelconque, est rigoureusement interdit.

Les prescriptions générales relatives à la protection de l'environnement lors de manifestations sportives spécifiées dans l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2016 devront être respectées (extrait ci-annexé).

<u>ARTICLE 4:</u> Les organisateurs sont responsables des dommages et dégradations de toute nature pouvant être causés par eux-mêmes, leurs préposés et les concurrents, à la voie publique ou à des dépendances, aux biens et aux lieux domaniaux.

<u>ARTICLE 5 :</u> Les frais occasionnés par l'épreuve, et notamment les frais de service d'ordre et de sécurité, sont à la charge des organisateurs.

<u>ARTICLE 6</u>: Les organisateurs devront veiller à ce que l'émergence de l'ensemble des bruits générés par la manifestation, dont ceux des véhicules, ne trouble pas anormalement la tranquillité publique.

ARTICLE 7: M. Sylvain CARIMALO, organisateur technique de l'Auto Cross Club 22, est mandaté par la commission départementale de sécurité routière, pour vérifier avant et au cours du déroulement de l'épreuve, si l'ensemble des prescriptions du présent arrêté et du procès-verbal de la commission départementale de sécurité routière ci-annexé, se trouve effectivement respecté.

L'attestation de conformité et de respect des prescriptions particulières de l'arrêté préfectoral portant autorisation de déroulement dans le département des Côtes d'Armor, signé impérativement avant le lancement de la manifestation par M. Sylvain CARIMALO sera, avant le départ de la manifestation, transmise à la préfecture (pref-epreuves-sportives@cotes-darmor.gouv.fr). Conformément à la réglementation en vigueur, la manifestation ne peut débuter qu'après la production de ce document à l'autorité ayant délivré l'autorisation de déroulement. (ci-joint en annexe)

En cas d'inobservation, tant par les organisateurs responsables que par les concurrents de l'une de ces prescriptions, il sera fait obstacle au déroulement de l'épreuve.

Au besoin, et si cela s'avère nécessaire, il pourra demander la collaboration des services de gendarmerie ou de police.

<u>ARTICLE 8:</u> Toutes infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux dispositions du code du sport.

<u>ARTICLE 9:</u> L'organisateur est tenu d'établir un compte rendu (post-rapport) sur le déroulement de l'épreuve qu'il adressera dans les meilleurs délais au service des épreuves sportives de la préfecture.

<u>ARTICLE 10</u>: Le maire et les organisateurs devront s'assurer régulièrement et notamment avant le début de la manifestation auprès de Météo-France des conditions météorologiques prévues et pendant les heures de cette manifestation.

Ils prendront toutes décisions et toutes dispositions utiles si les prévisions météorologiques ne leur paraissent pas compatibles avec les activités envisagées.

<u>ARTICLE 11 :</u> La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes ou par l'application « Télérecours » accessible par le site **www.telerecours.fr**

ARTICLE 12 : le secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor, le maire d'Allineuc, le directeur départemental des territoires et de la mer, le colonel commandant le groupement de gendarmerie des Côtes d'Armor, le chef du service interministériel de défense et de protection civiles,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, publié et dont copie sera adressée au pétitionnaire.

SAINT-BRIEUC, le 1 0 AOUT 2023

pour le préfet et par délégation, le secrétaire général,

David COCHU

Call mor or